



BOFICHE N°

00127

Bibliothèque Tunisienne

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

CENTRE NATIONAL DE

DOCUMENTATION AGRICOLE

TUNIS

الجمهورية التونسية
وزارة الزراعة

المركز القومي
للتوثيق الفلاحي
تونس

F 1

REPUBLIQUE TUNISIENNE



O.M.V.V.M. P.P.I.



**OBJECTIFS ET REALISATIONS
DE L'OFFICE DE LA MISE EN VALEUR
DE LA VALLÉE DE LA MEDJERDA
ET DES PERIMÈTRES PUBLICS IRRIGUÉS**

Première Partie

AVRIL 1975

REPUBLIQUE TUNISIENNE

—
O.M.V.V.M. P.P.I.
—

OBJECTIFS ET REALISATIONS
DE L'OFFICE DE LA MISE EN VALEUR
DE LA VALLÉE DE LA MEDJERDA
ET DES PERIMÈTRES PUBLICS IRRIGUÉS

Première Partie

AVRIL 1975

	PAGES
INTRODUCTION	1 - 4
I - ORGANISATION ET EQUIPEMENT	5 - 12
I.1 - Projet minimal	5 - 10
I.2 - Projet Optimal	10
I.3 - Travaux complémentaires dans les PVI.	10 - 11
I.4 - Projet Gardimou	11 - 12
II - AMENAGEMENT FONCIER ET REFORME AGRICOLE	
II.1 - Application de la Réforme Agraire jusqu'en 1971	13 - 14
II.2 - Application de la Réforme Agraire A partir de 1972	14 - 15
II.3 - Lotissements domaniaux	15 - 17
II.3.1 - Lotissement irrigué	16
II.3.2 - Lotissements en eau	16 - 17
III - MISE EN VALEUR	18 - 29
III.1 - Objectifs de la Mise en Valeur	18
III.2 - Moyens mis en oeuvre	18 - 29
III.2.1 - Irrigation	19 - 20
III.2.2 - Encadrement Technique	20 - 21
III.2.3 - Vulgarisation agricole	21 - 24
III.2.4 - Crédit agricole	25 - 26
III.2.5 - Recherche appliquée	26
III.2.6 - Moyens financiers	27 - 29
III.3 - Résultats obtenus	29 - 30
III.3.1 - Consommation d'eau d'irrigation	29 - 30
III.3.2 - Production	30 - 32
CONCLUSION	33 - 35
ANNEXES	36

U. N. T. E. R. O. D. U. O. T. J. E. H.

Dès l'Indépendance de la Tunisie, le Gouvernement a consacré une attention toute particulière aux périmètres publics irrigués.

En effet par la Loi 58-63 du 11 Juin 1958 il a créé le premier périmètre public irrigué : La Basse Vallée de la Medjerda. Le même texte comportait une Législation instituant une Réforme Agraire dans ce périmètre.

La superficie brute concernée par ce texte d'après les études est fixée à 44585 Ha pour une superficie nette irrigable de 32.537 Ha.

Le projet consiste à irriguer à partir des barrages édifiés sur le Mellègue et la Medjerda les 32.537 Ha et à remplacer les cultures extensives en sec qui y étaient pratiquées par des cultures irriguées à haut rendement.

La même Loi 58-63 du 11 Juin 1958 a créé comme support administratif et juridique de ce projet un organisme dénommé : Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda.

Un mois plus tard une deuxième Loi n° 58-76 du 9 Juillet 1958 est venue définir cet Office, fixer la mission qui lui est dévolue et réglementer son activité.

D'après ce texte l'Office est défini comme étant un établissement public à caractère commercial et industriel doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

En outre les missions suivantes lui sont confiées:

- L'application de la Réforme Agraire instituée par la Loi.
- L'équipement du Périmètre
- Sa mise en valeur
- L'exploitation et la Maintenance du réseau d'irrigation.

En particulier l'article 3 de la dite loi stipule que l'Etat affecte en pleine propriété à l'Office les biens meubles et immeubles situés dans le périmètre délimité en valeur. Ce périmètre déborde le périmètre irrigable et s'étend dans un but de protection sur la zone en nos deux bassins versants de la Basse Vallée de la Nedjerd.

Au départ l'Office était administré par un Président Directeur Général assisté d'un Conseil d'Administration.

Puis par la Loi 62/69 du 21 Décembre 1962 la Présidence au Conseil d'Administration a été confiée au Ministre de l'Agriculture et l'Office est actuellement géré par un Directeur Général qui est désigné d'Office comme Vice Président du Conseil d'Administration.

Les travaux d'équipement et de mise en valeur ont commencé dès la parution des deux textes de Loi ci-dessus mentionnés.

A la fin de 1970 la situation des superficies équipées dans la Basse Vallée de la Nedjerd se présentait comme suit :

15.482 Hectares entièrement équipés
4.584 Hectares partiellement équipés.

En tenant compte du périmètre public irrigable de la Soukra qui a été confié à l'Office en Mai 1964.

Lors de cette période divers organismes internationaux ont participé au financement de l'équipement de cette tranche :

Le Fonds de Développement Arabe du Koweït pour le secteur d'Utique, l'U.S.A.I.D. pour celui d'El Mehrine et la Banque Africaine au Développement pour Tébourba.

A partir de 1971 l'Office a entamé une nouvelle tranche de travaux d'équipement et de mise en valeur sur une superficie de 11.200 Ha avec la participation financière du Fonds de Développement du Koweït.

Parallèlement à ce projet et depuis 1972 l'Office est en contact avec la D.T.R.N. pour une participation au financement des travaux de requalification des 26.046 Hectares déjà équipés en totalité ou en partie.

En outre à partir de 1971 l'Office a été chargé de la Mise en Valeur d'autres périmètres publics irrigués qui se trouvent répartis dans différents Gouvernorats de la République.

Ces périmètres étaient gérés par un organisme dénommé "Régie des Périmètres Publics Irrigués". (D.T.R.N.).

Mais dans un souci d'uniformité de la gestion et d'efficacité de l'intervention il a été jugé utile de confier ces périmètres à l'Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda.

Le Decret Loi n° 10 en date du 29 Septembre 1970 a donc donné compétence à l'Office sur tous les périmètres publics irrigués dont la gestion lui aura été confiée.

Le rôle de l'Office dans ces périmètres va consister à compléter ou remettre en état l'équipement hydraulique, organiser la vulgarisation agricole et assurer l'exploitation du réseau d'irrigation.

Ces périmètres sont presque tous irrigués à partir de forages sauf ceux de Shiba, Chiba, Hamra Bourguiba qui sont alimentés par des barrages.

Ils se trouvent situés dans 7 Gouvernorats et représentent une superficie totale de 14.896 Hectares répartis en 70 périmètres irrigués.

Aussi à partir du 29 Septembre 1970 l'Office a-t-il pris officiellement la dénomination suivante :

Office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda et des Périmètres Publics Irrigués.

À la fin de l'exercice 1974, les zones d'intervention de l'O.N.V.V.H.-P.F.I. ne présentent encore que :

III ANNEXE N° 1 : ZONE D'INTERVENTION N° 1
L.L.A.

PÉRIMÈTRE	SURFACE SURCROÛTÉE (Ha)
BASSE VALLEE DE LA NEDJEDA	22.856 (1)
KAINOUAN	3.940
KASSOUNI - SIDI BOUZID	4.972
JENDOURA	1.150
CAP BOU (2)	1.160
GABES (2)	1.400
MEDJENES (2)	1.000
LE KEN (2)	1.240
TOTAL :	37.752

(1) Dont 4.584 Ha sont partiellement équipés

(2) Une partie de ces périmètres n'est contrôlée par l'O.N.V.V.H.-P.F.I. qu'en ce qui concerne le crédit en nature.

I. - L'ESPACE DOSSIS ET L'EQUIPEMENT -

L'Office est chargé de l'équipement de l'irrigation de la Basses Vallée de la Soukera alors que pour les autres périmètres publics irrigués dont il a la charge leur équipement est réalisé par les services techniques du Ministère de l'Agriculture. Cependant l'Office réalise dans ces périmètres des équipements d'infrastructure dans le cadre de son budget d'investissement. Par ailleurs le périmètre de Gardizama constitue un projet intégré réalisé conjointement par l'O.N.V.V.X.-P.P.I. et l'U.S.A.I.D.

Pour la Basses Vallée en particulier l'équipement comporte deux phases d'exécution.

Un projet minimal de 32.537 Ha nets irrigués dont les ressources en eau sont d'jà mobilisées (Barrage de retenue de Melléne et barrage de prise d'El Arroussia.)

Un projet optimal de 25.000 Hectares supplémentaires dont la réalisation est tributaire de l'exécution du projet des Eaux de Nord.

I.1. - PROJET MINIMAL -

Le projet couvre donc une superficie nette irrigable de 32.537 Hectares (dans le périmètre de la Soukera).

Sur le plan de la mise en valeur l'objectif à atteindre après l'équipement de cette superficie est d'obtenir la répartition suivante en cultures :

5.751 Ha :	cultures maraichères
7.539 Ha :	cultures maraichères et fourragères
9.229 Ha :	cultures fourragères
10.018 Ha :	plantations fruitières
<hr/>	
32.537 Ha	

Ce projet consiste à irriguer à partir des eaux du fleuve Nadjaria une superficie de 32.537 Hectares et à remplacer les cultures extensives qui y étaient pratiquées par des cultures irriguées à haut rendement.

Un barrage de retenue sur la principal affluente de la Holléna (la Holléna) et un barrage de prise sur la Holléna elle-même à El Arrouba permettront avec un grand canal à ciel ouvert, l'infrastructure de base du projet d'irrigation de la Haute Vallée.

La capacité de réservoirs prévue à sur la Holléna est de 20 millions de mètres cubes dont 140 millions pouvant être affectés à l'irrigation des 22.517 Hectares de projet et le reste du volume utile permet la protection contre les crues.

Le grand canal qui dans son tracé atteint une capacité de 13 m³/seconde est divisé en deux branches Nord et Sud d'une longueur totale de 55 Km.

L'équipement de périmètre conçu à partir de cette infrastructure comprend un réseau d'irrigation secondaire, tertiaire et quaternaire permettant non seulement d'amener l'eau en tête de chaque propriété mais de la distribuer à l'intérieur de la propriété.

Cette irrigation antenne se faisant par gravité, les propriétés ont donc besoin d'un aménagement facilitant l'écoulement de l'eau et l'irrigation des terres.

- Enfin s'agissant de zones relativement basses et de terres de texture lourde donc souvent imperméables l'équipement comprend nécessairement un réseau d'assainissement et de drainage permettant de débarrasser le sol des eaux excédentaires.

Par ailleurs dans le but de faciliter la situation des attributaires sur leurs lots, l'Office a construit des logements ruraux, ainsi que des étables pour le logement des vaches laitières prévues par le programme de mise en valeur.

Jusqu'en 1970 une superficie de 19.836 Ha a été équipée pour l'irrigation dont 15.057 Ha entièrement et 4.229 Ha en partie.

Cet équipement comprend également la construction de 6 stations de pompage :

- 300 Kz de canaux souterrains
- 1300 Kz de canaux artificiels et canalisations
- 800 Kz de fonds d'usure, de drainage et d'équipement 3000 Kz en plus de drainage par canaux enterrés.

Cet équipement comporte également la construction de 450 Kz de routes agricoles ainsi que l'édification de 924 habitations rurales et 433 tables.

En outre 5 centres ruraux ont été créés comprenant bureaux, salle de réunion et bâtiments scolaires; dans le but de constituer des points de ralliement et de regroupement pour les agriculteurs de la zone irriguée.

A partir de 1971 l'Office a obtenu la réalisation de l'équipement d'une tranche nouvelle de 11.000 Kz dont le financement est en partie assuré par le Fonds de Développement du Koweït.

La réalisation de cet équipement est en train de s'effectuer selon le calendrier suivant :

**ANNEXE N° 2 : CALENDRIER DE REALISATION DU PROGRAMME
KOWEÏT ***

REGION	SUPERFICIE NETTE EN KZ	PERIODE DE REALISATION	STATUT EN JOUR
IBRAHIM	1.770	71 - 73	Réalisé
NORHAGHEL	1.320	71 - 73	Réalisé
BORDJ EL-JAZIR	2.600	74 - 75	Réalisé en Partie
CHOUKHEI	1.550	74 - 75	Réalisé en Partie
CHAGHUT	1.300	75 - 76	en cours
DJERBEIDA	1.720	76 - 77	-
MIRHAGHEL KHACHHEL	600	76 - 77	-
CHOUKHEI	170	76 - 77	-
GANTOURHA	470	76 - 77	-
TOTAL :	11.200Kz		

Tout le réajustement de ce projet des années ultérieures est affecté :

en 1971	310.000 Dinars
en 1972	510.000 Dinars
en 1973	300.000 Dinars
en 1974	1.100.000 Dinars
en 1975	2.100.000 Dinars

Il faut remarquer que les services et travaux indiqués comprennent aussi les travaux d'équipement de la région, la supervision et l'achat de matériel agricole.

Cet équipement concerne les travaux suivants :

Mise en place de l'infrastructure hydraulique (aménagement et irrigation) et routes (routes principales secondaires) de protection de périmètres contre les inondations (grands canaux et digues) et contre le vent (brise-vent).

Il est également prévu l'achat de matériel agricole permettant d'intervenir après les récoltes.

En particulier de 1971 à 1975, cet équipement a nécessité la construction des ouvrages suivants :

- 4 Stations de pompage
- 31 Km de canaux secondaires
- 100 Km de tertiaire et quaternaire
- 100 Km de fossés d'aménagement
- 1400 Km en réseau de drainage par canaux enterrés
- 67 Km de pistes agricoles.

Le coût total du projet est ainsi de 11.000.000 Dinars répartis en :

- 6900.000 Monnaie locale
- 4700.000 Devise et correspondant au montant en prêt Kowéïtien.

Le coût a été réajusté en 1974 et se situe maintenant à 12.900.000 Dinars.

Tout le récapitulatif de ce projet des crédits
affectés est affectés :

en 1971	310.000 Dinars
en 1972	510.000 Dinars
en 1973	300.000 Dinars
en 1974	1.100.000 Dinars
en 1975	2.100.000 Dinars

Il faut remarquer que les crédits et dépenses
indiqués comprennent aussi les travaux d'équipement de, les écoles,
la supervision et l'achat de matériel agricole.

Cet équipement concerne les travaux suivants :

Mise en place de l'infrastructure hydraulique
(canalisation et irrigation) et routes (routes rurales
encueillies) de protection de périmètres contre les inondations
(grands canaux et digues) et contre le vent (brise-vent).

Il est également prévu l'achat de matériel agricole
permettant d'intervenir après les récoltes.

En particulier de 1971 à 1975, cet équipement a
nécessité la construction des ouvrages suivants :

- 4 Stations de pompage
- 31 Km de canaux secondaires
- 100 Km de tertiaire et quaternaire
- 100 Km de fossés d'entretien
- 1400 Km en réseau de drainage par canaux
enterrés
- 67 Km de pistes agricoles.

Le coût total du projet est ainsi de 11.000.000
Dinars répartis en :

- 6900.000 Monnaie locale
- 4700.000 Devises et correspondant au montant en
prêt Kowéïtien.

Le coût a été réactualisé en 1974 et se situe
maintenant à 12.900.000 Dinars.

Pour l'exécution des travaux l'Office fait généralement appel aux entreprises des Travaux Publics spécialisées dans l'équipement hydro-agricole. Cependant pour certains travaux l'Office utilise ses propres moyens (engins lourds et personnel qualifié) notamment dans le nivellement, l'amélioration des routes agricoles et la plantation des brise vent.

Après l'équipement de cette tranche de 11.200 Ha citée ci-dessus et pour achever le projet minimal de la Basse Vallée l'Office doit encore équiper les 2 secteurs de Cébala-Rouad et Kalant Landloua ayant une superficie totale de 1763 Ha irrigables et qui ne sont pas encore programmés mais qui seront probablement équipés en 1977. Les 12.537 Ha constituant la périphérie Artigable de la Basse Vallée seront ainsi complètement équipés en 1977.

Parallèlement à l'équipement des nouveaux périmètres l'Office a obtenu l'accord de la H.I.R.D. pour le financement d'un projet de réhabilitation des anciens secteurs (20.066 ha).

Les principaux éléments retenus par ce projet sont les suivants :

1/ Mise en état du réseau d'irrigation, de drainage et routier sur les 20.066 Ha irrigables.

2/ Construction de 370 logements de ferme, électrification et adduction d'eau potable pour 670 logements, réparation de 7 centres ruraux et construction de 2 centres nouveaux et 30 logements pour vulgarisateurs.

3/ Plantation de brise-vent sur 5.000 Ha.

4/ Achat de matériel et de machines pour l'entretien des réseaux d'irrigation et de drainage.

5/ Investissement sur la ferme : 850 Ha de vergers arboricoles, achat de 900 génisses. Construction d'étables pour 270 bêtes.

6/ Renforcement des Services de Vulgarisation.

Le montant du projet s'élève à 5.358.000 D. soit 3.310.000 D. en monnaie locale et 2.048.000 en devises.

.../...

Ce projet d'une durée de 7 années vise essentiellement l'accélération du taux d'accroissement de la production irriguée dans les 20.000 Hectares concernés par le projet.

Le texte de l'accord entre l'Etat Tunisien et la B.M.B.D. a été ratifié le 31 Décembre 1974 et est entré en application à partir de 1975.

L'exécution du programme de cette première année costera 1.220.000 D. répartie en 500.000 D. en monnaie locale et 670.000 D en devises et comportera notamment,

- Les travaux de réhabilitation du Réseau d'irrigation, d'assainissement et de drainage, ainsi que l'achat de matériel.

ainsi grâce à cet effort supplémentaire consenti par le Gouvernement en faveur des agriculteurs exploitant les périmètres irrigués, les 32.537 Ha de la Basse Vallée et les 700 Ha de la Soukra seront complètement équipés, et pourront répondre aux objectifs de production prévus et jouer ainsi le rôle prépondérant qui leur est dévolu dans l'agriculture traditionnelle.

I.2 - PROJET OFFICIEL

Ce projet consiste à mettre en irrigation une superficie supplémentaire de 25.000 Ha dans la Basse Vallée de la Medjerdja en corrélation avec la réalisation du Plan Directeur des Eaux du Nord.

Les études préliminaires sont déjà réalisées par les services spécialisés du Ministère de l'Agriculture, et l'Office de la Nive en Valour de la Vallée de la Medjerdja pourra être chargé de l'équipement de ces périmètres.

Sur les 25.000 Ha il est prévu l'équipement de 5.000 Ha dans la région de Medjes El Bab et Tentour au cours de la période de 1976 - 1980.

I.3 - TRAVAIL COMMUNICATIF D'INFORMATION DANS LES AGENS PUBLIQUES IRRIGUES

Les périmètres publics irrigués dont la gestion est confiée à cet Office sont généralement équipés - (puits profonds moto-pompes et réseau de distribution). Le rôle de l'Office consiste en principe à l'exploitation et à la maintenance de système hydraulique et à la mise en valeur des terres.

Ce projet d'une durée de 7 années vise essentiellement l'accélération de tous l'aménagement de la production agricole dans les 26,000 Hectares concernés par le projet.

Le texte de l'accord entre l'Etat Tunisien et la S.A.S. a été entiché le 11 Octobre 1971 et est entré en application à partir de 1975.

L'orientation du programme de cette première année s'élève à 1,200,000 D. répartie en 500,000 D. en devises locales et 700,000 D. en devises et équipements notamment.

- Les travaux de réhabilitation du Réseau d'irrigation, l'assainissement et de drainage, ainsi que l'achat de matériels.

Ainsi grâce à cet effort supplémentaire consenti par le Gouvernement en faveur des agriculteurs exploitant les périmètres irrigués, les 11,500 Ha de la Bassée Vallée et les 700 Ha de la Région seront complètement équipés, et pourront répondre aux objectifs de production prévus et jouer ainsi le rôle prépondérant qui leur est dévolu dans l'agriculture tunisienne.

1.3 - PROJET CANAL

Ce projet canalote à mettre en irrigation une superficie supplémentaire de 25,000 Ha dans la Bassée Vallée de la Méditerranée en corrélation avec la réalisation du Plan Directeur des Eaux du Nord.

Les études préliminaires ont déjà réalisées par les services spécialisés du Ministère de l'Agriculture, et l'Office de la Nive en Vallée de la Méditerranée pourra être chargé de l'équipement de ces périmètres.

Sur les 25,000 Ha il est prévu l'équipement de 5,000 Ha dans la région de Médias El Bab et l'autour au cours de la période de 1976 - 1980.

1.3 - TRAVAIL D'AMÉNAGEMENT D'AMÉNAGEMENT DANS LES PÉRIMÈTRES PUBLICS IRRIGUÉS

Les périmètres publics irrigués dont la gestion est confiée à cet Office sont généralement équipés - (puits profonds moto-pompes et réseaux de distribution). Le rôle de l'Office consiste en principe à l'exploitation et à la maintenance de système hydraulique et à la mise en valeur des terres.

Depuis une partie de ces crédits a été utilisée lors des incendies de Septembre 1969 et nécessaire un renouvellement ou un renouvellement d'équipement dans le financement est prévu au Budget d'Investissement de l'Office.

A cet effet les crédits suivants ont été affectés :

En 1973 - 143.000 Dinars (Réalisés)
En 1974 - 165.000 Dinars (Réalisés)
En 1975 - 199.000 Dinars (en cours)

De même dans le cadre de l'installation des agents vulgarisateurs à l'intérieur de ces périmètres l'Office a entrepris un programme de construction de 23 logements et de 12 locaux administratifs.

A cet effet il a obtenu les crédits suivants :

En 1973 - 63.200 Dinars (Réalisés)
En 1974 - 53.000 Dinars (Réalisés)
En 1975 - 69.500 Dinars (en cours)

I.4 - PROJET DE SHARDINON

En 1973 le Ministère de l'Agriculture a confié à l'Office la réalisation d'un périmètre public irrigué dans la plaine de Shardinon couvrant une superficie de 5.000 Ha environ.

Pour la réalisation de ce projet le concours de l'Association Technique U.S.A.I.S. a été obtenu.

Le total de cette assistance couvrant les 17 % de l'ensemble du coût du projet, le reste est mis à la charge du Trésor National.

L'accord de coopération qui a été signé le 19 JUIN 1973 inclut les deux zones irrigables de Shardinon et de l'Oued Nohia.

Il s'agit à partir d'un certain nombre de forages d'équiper les deux périmètres d'un réseau fixe de distribution d'eau et de rédevelopper ces forages pour les mettre en état d'irriguer la zone concernée.

Le projet comprend également la mine en valeur de l'ensemble de ces deux périodes. Le coût du projet s'élèverait à 5.111.000 D dont 880.000 de participation algérienne et 4.240.000 D à la charge de l'Etat Tunisien, le tout étalé en 5 ans.

Le projet est encore au stade des études et à titre expérimental une mine de 100 Ha a été équipée en 1974.

A cet effet un crédit de :

293.000 Dinars a été inscrit en 1974

173.000 Dinars a été inscrit en 1975

Outre l'équipement de ces deux périodes le projet comprend une vaste opération de mine en valeur allant depuis les façons ouïvantes jusqu'au ramassage des récipients et leur commercialisation.

II.- APUREMENT FONCIER ET REFORME AGRICOLE.-

L'équipement d'un Périmètre Public Irrigué ne peut donner son plein rendement que quand il est complété par un apurement foncier et une rationalisation de la topographie des propriétés foncières qui doivent recevoir cet équipement.

Ni la concentration foncière ni la micro-proprété ne sont de mise dans un Périmètre Public Irrigué ; d'où la nécessité d'introduire une Réforme Agraire qui doit nécessairement accompagner l'équipement.

Pour la Haute Vallée de la Mejerda cette Réforme Agraire a fait l'objet de la Loi 58-63 du 17 Juin 1958.

Les différentes dispositions de cette Loi tendent à :

- 1.- Imposer aux bénéficiaires de l'équipement pour l'irrigation une contribution aux investissements avancés par l'Etat payable soit en terre soit en argent.
- 2.- Limiter la propriété irrigable à 50 Ha avec interdiction de créer ou d'autoriser des lotissements à moins de 4 Ha.
- 3.- Instituer une procédure d'expropriation expéditive échappant au contentieux judiciaire.
- 4.- Instituer une procédure de rattachement des terres et d'apurement foncier.
- 5.- Imposer aux agriculteurs dont les terres sont équipées et qui n'utilisent pas l'eau d'irrigation sur au moins des $\frac{2}{3}$ de leur propriété une astreinte de 5 Dinars par hectare et par an.

L'office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Mejerda a été chargé d'appliquer cette Loi.

II.1.- APPLICATION DE LA REFORME AGRICOLE JUSQU'EN 1971.-

Jusqu'en 1971 la Réforme Agraire a été appliquée sur une superficie de 15.057 Ha qui a été entièrement équipée pour l'irrigation mais ne l'a pas été sur les 4.229 Ha partiellement équipées.

La contribution aux investissements prévue par cette Loi a procuré à l'Etat 4'34 Ha de terre expropriées par la procédure sus-indiquée et une contribution en espèces de 56.000 Dinars dont le recouvrement a été confié aux services spécialisés du Ministère des Finances.

II.- APUREMENT FONCIER ET REFORME AGRICOLE.-

L'équipement d'un Périmètre Public Irrigué ne peut donner son plein rendement que quand il est complété par un apurement foncier et une rationalisation de la topographie des propriétés foncières qui doivent recevoir cet équipement.

Ni la concentration foncière ni la micro-proprété ne sont de mise dans un Périmètre Public Irrigué ; d'où la nécessité d'introduire une Réforme Agraire qui doit nécessairement accompagner l'équipement.

Pour la Haute Vallée de la Mejerda cette Réforme Agraire a fait l'objet de la Loi 58-63 du 17 Juin 1958.

Les différentes dispositions de cette Loi tendent à :

- 1.- Imposer aux bénéficiaires de l'équipement pour l'irrigation une contribution aux investissements avancés par l'Etat payable soit en terre soit en argent.
- 2.- Limiter la propriété irrigable à 50 Ha avec interdiction de créer ou d'autoriser des lotissements à moins de 4 Ha.
- 3.- Instituer une procédure d'expropriation expéditive échappant au contentieux judiciaire.
- 4.- Instituer une procédure de rattachement des terres et d'apurement foncier.
- 5.- Imposer aux agriculteurs dont les terres sont équipées et qui n'utilisent pas l'eau d'irrigation sur au moins des $\frac{2}{3}$ de leur propriété une astreinte de 5 Dinars par hectare et par an.

L'office de la Mise en Valeur de la Vallée de la Mejerda a été chargé d'appliquer cette Loi.

II.1.- APPLICATION DE LA REFORME AGRICOLE JUSQU'EN 1971.-

Jusqu'en 1971 la Réforme Agraire a été appliquée sur une superficie de 15.057 Ha qui a été entièrement équipée pour l'irrigation mais ne l'a pas été sur les 4.229 Ha partiellement équipées.

La contribution aux investissements prévue par cette Loi a procuré à l'Etat 4'34 Ha de terre expropriées par la procédure sus-indiquée et une contribution en espèces de 56.000 Dinars dont le recouvrement a été confié aux services spécialisés du Ministère des Finances.

ANNEXE N° 3. I. REPARTITION DES ZONES D'APPLICATION DES TRAVAUX AGRICOLES

S E C T E U R	Superficie		REVENUE AGRICOLE APPLIQUEE			REVENUE AGRICOLE NON APPLIQUEE			
	Total	Total	Total	Domestique	Lotissement de Réforme Agraire	Privé	Total	Domestique	Privé
ACQUITAINE NORD	173	170	-	-	209	94	43	-	43
ACQUITAINE SUD	176	133	-	-	546	654	-	-	-
ALPES NORD	126	136	210	12	365	420	-	214	-
ALPES SUD	372	372	117	117	119	62	214	48	620
AR AR	675	675	-	-	620	90	237	299,5	169
BRETAGNE	527	227	50	50	561	-	491	-	191,5
CHARENTAISE	709	703	51	51	60	207	-	-	-
COMBES	512	299	-	-	-	711	-	-	-
COCHES	1320	708	108	108	-	512	-	-	-
DOUBOIS	1140	911	-	-	-	-	630	143,5	485,5
DUOIS	597	506	-	-	-	161	-	-	-
FRANCAIS	711	711	161	161	385	163	-	-	-
FRANCAIS	622	620	96	96	201	200	233	-	233
FRANCAIS	635	587	170	170	115	38	267	33	267
FRANCAIS	729	324	-	-	152	47	117	-	117
FRANCAIS	800	195	72	72	769	248	712	532	180
FRANCAIS	624	1090	48	48	861	403	630	93	537
FRANCAIS	312	1392	187	187	550	67	-	-	-
FRANCAIS	1802	784	430	430	480	311	-	-	-
FRANCAIS	2022	1221	52	52	245	1141	-	-	-
FRANCAIS	704	1478	-	-	1107	-	-	-	-
FRANCAIS	1221	1107	-	-	-	-	-	-	-
FRANCAIS	1478	15057	1804	1804	7531	5722	4209	1368	2861
FRANCAIS	1107	19206	15057	1804	7531	5722	4209	1368	2861

TABLEAU N° 14 - REPARTITION DE LA SUPERFICIE NETTE EN CULTURES ET EN LA REPOUSSE AGRIQUES
N° ET MOOOS APPLIQUES

SECTEURS	SUPERFICIES		Privé	REPARTITION DES PROPRIETAIRES							OBSERVATIONS			
	Total	Decennale		2 Ha	285	510	1020	2040	3060	4080		50 Ha		
ZOUITIK, NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ZOUITIK, SUD	43	-	43	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MENELI 3 NORD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
MENELI 3 SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BLI EL AGUINI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIDI MAJI OUEST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIDI MAJI EST	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EL BATHAF	214	214	520	78	28	3	3	1	2	-	-	-	-	-
EL KANGOUH	520	-	189	-	5	9	-	-	-	-	-	-	-	-
EL JELLA SUD	237	48	191,5	7	3	1	1	1	1	-	-	-	-	-
HAJILA CENTRUS	-	299,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KASOUA	91	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
NEFISA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Z. BOUCHI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOUAA EL VEY	632	148,5	483,5	22	43	8	3	3	2	-	-	-	-	-
BEJACUA	-	-	-	-	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OUED EL LIL	233	-	233	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CHENED ABGAR H.	300	33	257	15	11	5	1	1	1	-	-	-	-	-
CHENED ABGAR S.	117	-	117	11	2	1	1	1	1	-	-	-	-	-
SIDI THALIST	712	532	180	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CH. CHECH	530	93	537	8	20	16	3	3	1	-	-	-	-	-
BO DA TOUR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TEKOUA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
KENCHOU KALHAD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
UTIQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	4229	1358	2851	103	202	79	44	12	6	2	4	4	4	4

ont été vendues et louer 12.4. et ont été sur
trois communes équipés d'une superficie totale de 2012 Ha.

En outre jusqu'à cette date les terres domaniales
équipées et louées dans la tranchée des 10.513 Ha ont donné satis-
faction après l'attribution à 1228 lots des bénéficiaires de la Réforme Agraire
d'une superficie de 7531 Ha tous attribués à des petits agriculteurs.

Le tableau n°3 montre la répartition par zone de la
superficie totale louable sur laquelle la Réforme Agraire a été
appliquée jusqu'en 1971 et de celle sur laquelle elle n'est pas en-
core appliquée.

Le tableau n° 4 ci-après donne la ventilation des 4129
ha sur lesquels la Réforme Agraire n'est pas encore appliquée ainsi
que la répartition des propriétés privées par superficie allant de
moins de 2 Ha à plus de 50 Ha.

II.2 - APPLICATION DE LA REFORME AGRICOLE EN 1972
PR 1972

A partir de 1972 les Services spécialisés de l'Etat
ont entrepris l'étude foncière d'une tranchée de 11.200 Ha sur laquelle
la Réforme Agraire est en voie d'application au fur et à mesure de
l'achèvement des travaux d'équipement conformément au calendrier
ci-après :

/// ANNEXE N° 5 : CALENDRIER D'APPLICATION DE LA REFORME AGRICOLE
SUR LA ZONE DES 11.200 HA

COMMUNE	SUPERFICIE (Ha)	DATE D'APPLICATION
LEZDINE	1.770	1972
NOUMASHEI	1.020	1973
BORDJ EL DJER	2.500	1974
CHOUANE	1.500	1975
CHOUANE	1.300	1976
DJERDENE	1.720	1977
BRANCHES NOUVE	1.240	1977
TOTAL :	11.200 Ha	

Les principes appliqués découlant de l'application de la Loi :

- Imposition d'une contribution en terre ou en argent
- Remembrement foncier
- Lotissement des terres domaniales.

Quant à la limitation de la propriété à 50 Ha elle n'a pas été appliquée jusqu'à ce jour car après apurement foncier et partage entre les différents copropriétaires il n'est pratiquement plus resté de propriété dépassant la limite fixée.

Au point de vue topographique la Réforme agraire aura pour résultat un carroyage complet de l'ensemble d'un secteur irrigable (terres privées et terres domaniales comprises) conforme au tracé des canaux d'irrigation et des canaux de drainage, les lots étant tous ouverts sur des voies d'accès permettant la mise en valeur des terres et l'acheminement des récoltes.

Sur l'ensemble de ces secteurs l'Etat possède 50 % environ des terres et le reste appartient à des propriétaires privés.

Après l'équipement des deux premiers secteurs de cette tranche (Lezdine et Hornachia) les terres domaniales ont donné naissance à 217 lots à Lezdine et 142 lots à la Hornachia.

Ces lots sont déjà attribués selon les dispositions de la Législation Domaniale à de petits agriculteurs, anciens ouvriers des fermes pour la plupart.

En outre pour les trois secteurs de Lezdine Hornachia et Bordj El Acri les arrêtés Ministériels de Remembrement ont été déjà pris, insérés au Journal Officiel de la République Tunisienne et les opérations sont en cours.

II.3. - LES LOTISSEMENTS DOMANIAUX -

L'un des objectifs de la Réforme agraire est la redistribution rationnelle de la propriété agricole par le lotissement des superficies revenant à l'Etat soit qu'elles proviennent de la contribution agraire ou du rachat à la suite du protocole Tunisie-Français ou enfin de la nationalisation par l'effet de la Loi du 12 Mai 1964. -

Toutefois certaines propriétés d'origine privée
diminueront certainement à titre explicite en vertu par des organes
des Comités ou des tribunaux par voie de liquidation.

Les parcelles de terres issues des lotissements
des terres domaniales sont affectés à des petites unités de culture
selon les dispositions de la législation nationale.

II.2.1 - LOTISSEMENTS IRRIGUÉS

Les 1258 lots irrigués issus des lotissements
de Réforme Agricole et Aquicole avant 1971 ont été attribués selon
les dispositions du Décret du 9 Septembre 1966.

L'opération recensée 217 lots à l'échelle de 1966
concernant la vente de lots agricoles, 981 contrats pour vente de
minimes ruraux et 433 pour les lots sur lesquels des contrats sont
déjà établis et la route sera achevée d'ici 1973.

Par contre les lotissements issus de Réforme
agricole Aquicole après 1971 (217 lots à Lomé et 111 lots à la
Marigahin) ont été attribués entre 1972 et 1973.

Les attributaires sont déjà en place et ont
commencé l'exploitation de leurs lots. Ils bénéficient encore de
la période de grâce de 3 ans prévue par la loi et s'occupent pré-
sente des certificats de mise en possession.

Le tableau N°6 donne le détail de l'affectation
de ces lotissements qui s'élèvent au total à 1541 lots pour une sur-
ficie nette irrigable de 2156 Ha.

II.2.2 - LOTISSEMENTS EN RUC

En dehors du périmètre irrigable de la Haute
Vallée l'Etat a affecté à l'Office en exécution de l'article 3 de
la loi 58-76 du 5 Juillet 1958 les propriétés rurales situées
dans le périmètre de mise en valeur qui déborde le périmètre irri-
gable et qui est constitué par les bandes verticales de la Vallée
de la Moforla.

La plupart de ces propriétés proviennent de la
nationalisation des terres étrangères (Loi du 12 mai 1961).

TABLEAU N° 5 - ÉVALUATION DES MOYENNES D'ÉVALUATION
EN HA ET EN LITRES D'EAU

-//-

SITUATION DE LOTISSEMENT	HAUSSE D'EAU MÉTRES CUBES (Ha)	NOMBRE DE LITRES D'EAU
- ZOUFRA, NORD	205	42
- ZOUFRA, SUD		
- MEHINE, NORD		
- MEHINE, SUD	545	110
- SIDI EL LOUINI		
- SIDI ELJI OUEST		
- SIDI ELJI EST	251	40
- EL BATHAN	115	23
- EL ELBOUGH	320	107
- ELADIA, NORD ET SUD	851	138
- ELJOUR	58	13
- ELJOUR	325	21
- OUD ELJIL	201	37
- ELJOUR, NORD	115	21
- ELJOUR, SUD	152	25
- SIDI THASST	759	102
- CHEFFICH	851	73
- BOUNI TOUY	530	81
- TEGOURA	480	57
- HENCHER ELMED	245	49
- UTI/NE	1107	204
- LEZINE	1212	217
- BOUJASSIA	715	142
	9458 Ha	1587 Litre

-//-

Ces terres ont été allouées en vertu de divers
 textes spéciaux à des particuliers (souvent des « anciens loca-
 taires » ou des « anciens propriétaires ») dont les parcelles ont été
 révisées :

LOTISSEMENTS 1966 ET 1967

325 lots en sus pour 1966 et
 1061 opérations de vente de petites propriétés
 dispersées pour 1967.

LOTISSEMENTS 1971

1409 lots en sus pour 1971.

Pour les lotissements en sus de la vente des
 petites propriétés dispersées les contrats sont en voie d'établis-
 sement et à ce jour, 515 contrats sont établis, le reste le sera
 entre 1975 et 1976.

Par contre pour les lots en sus attribués après
 1971 les opérations de vente prévues de lotissements à venir en cours et
 les contrats de vente ne pourront pas être établis avant 1977.

Le tableau n°7 ci-après fixe le calendrier
 selon lequel l'opération "établissement des contrats de vente" se-
 ra achevée pour les attributions réalisées avant 1974 soit en sus
 soit en irrigué :

II ANNEXE N°1 : CENSURE DES CONTRATS DE VENTE

CATEGORIE DE VENTE	NOMBRE TOTAL DE CONTRATS ETABLIS	CONTRATS RE- DIGES A 1974	DATE D'ACHEVE- MENT DES RE- DIGES
Contrats de Lots de Réforme			
Agraire	-	-	-
- En irrigué	1228	538	1976
- En Sec	325	-	1976
Contrats de logements ruraux	924	-	1976
Contrats d'étables	433	-	1976
Petites propriétés dispersées	1061	515	1977
Lotissements des Ex-Prisco- ratives	1409	-	1977
TOTAL	5380	1053	

III.- II. LA MISE EN VALEUR

III.1 - Les Objectifs de la Mise en Valeur -

Le but de la mise en Valeur consiste à tirer de la terre l'optimum de ce qu'elle peut produire par une utilisation rationnelle des moyens disponibles parmi lesquels nous citerons l'eau, la technique et le crédit. Cette œuvre ne peut se réaliser que progressivement et se traduira par :

- Une augmentation du taux d'occupation du sol qui tendra vers un optimum prévu par les études.

- Une augmentation des rendements.

- Une utilisation appropriée des terres selon leurs vocations et en tenant compte des plans de développement économiques nationaux. Ceci permettra en particulier la plantation des terres à vocation arboricole et le développement du cheptel laitier et d'engraissement dans les zones à vocation fourragère.

Ces objectifs auront pour corollaire l'augmentation et la diversification de la production des périmètres publics irrigués, nécessaire à la consommation locale et éventuellement à l'exportation, l'augmentation du revenu des agriculteurs et l'amélioration de leurs conditions de vie, la diminution de l'exode rural ainsi que la création d'emploi dans le secteur agricole.

Pour réaliser les objectifs énumérés plus haut l'O.N.V.V.H. et P.F.I. dispose de certains moyens. Afin d'intégrer cette étude dans le cadre du plan quadriennal 1973-76 et de disposer d'éléments de comparaison nous allons évoquer les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus à partir de l'année 1972 qui a servi d'année de référence lors de l'élaboration du même plan.

III.2 - Les Moyens mis en œuvre -

Les facteurs intervenant dans la mise en valeur sont nombreux. Nous nous limiterons à ceux qui dépendent directement de l'O.N.V.V.H.-P.F.I. à savoir :

- L'irrigation
- L'encadrement technique
- La vulgarisation agricole
- Le crédit agricole
- La recherche appliquée
- Les moyens financiers.

III.2-1 - L'IRRIGATION -

L'eau d'irrigation est un facteur déterminant de la mise en valeur. Son arrivée au niveau de la parcelle a coûté à l'Etat des investissements énormes que le prix actuel de m³ est loin de compenser (7-6 millimes/m³ dans la Basse Vallée de la Medjerdja et 4 millimes/m³ dans les périmètres publics irrigués).

Le réseau d'assainissement et de drainage nécessite des travaux d'entretien qui grevent lourdement le budget de l'Office.

Cependant malgré le prix symbolique de l'eau son utilisation demeure encore en deça des prévisions des études. C'est pourquoi afin d'encourager les agriculteurs à utiliser plus d'eau et de travailler dans le cadre d'un plan économique national dont les objectifs sont précis, un tarif dégressif du prix de l'eau a été instauré à partir de 1974 dans la Basse Vallée de la Medjerdja et de la façon suivante :

- 6 millimes le m³ pour une consommation d'eau inférieure ou égale à 2500 m³ par hectare irrigable.
- 4 millimes le m³ pour la tranche comprise entre 2500 m³ et 4000 m³/ha irrigable par an.
- 2 millimes pour la tranche supérieure à 4000 m³ par ha et par an.

Dans les périmètres publics irrigués du centre^{ou} du Sud une autre méthode adaptée aux structures de ces régions et visant l'intensification des cultures d'hiver par une consommation plus grande de l'eau en automne et en hiver sera expérimentée à partir de la campagne agricole prochaine pour être généralisée dans le cas d'un succès.

Les agriculteurs des périodes choisies pour cette expérience payèrent le m³ d'eau 1 million entre le 1^{er} et 30^{er} Avril et 4 millions/m³ (le prix actuel) entre le 1^{er} et 30^{er} Septembre.

III.2.2 - Recrutement Technique -

Afin de réaliser les objectifs de la mise en valeur l'O.S.V. a établi un programme de recrutement des cadres techniques nécessaires à la conception et mise en œuvre de l'exécution de la politique de l'Office en matière de mise en valeur et d'aménagement des agriculteurs. Le tableau ci-dessous résume l'évolution faite par année depuis 1972 des cadres techniques.

ANNEXE N° 8 : EVOLUTION DE L'EMPLOI TECHNIQUE
(1972-1974)

CADRE	1972	1973	1974
Ingénieurs en Chef	3	4	4
Ingénieurs Principaux	7	11	15
Ingénieurs de Travaux	29	24	37
Ingénieurs Adjointes	-	26	35
Adjointes Techniques	42	72	113
Agents Techniques	106	112	91
TOTAL :	187	251	302

Le recrutement des techniciens vise l'obtention d'un optimum de présence sur le terrain d'agents capables de véhiculer les techniques agricoles modernes et d'assister les agriculteurs devant les problèmes qui se posent à eux à l'amont (approvisionnement) et à l'aval (commercialisation). Cet optimum a été calculé après étude comme suit :

1 Technicien pour 250 Ha ou 50 Agriculteurs environ

Actuellement dans la Basco Vallée de la Médjerdja il existe en moyenne 1 Vulgarisateur pour 50 ha, si l'on exclue les fermes statiques ou louées à d'autres organismes. Nous espérons obtenir la densité voulue en 1977.

Tous les documents techniques disponibles dans les départements du Ministère de l'Agriculture et le plus haut, ainsi que ceux émis par l'O.N.V.V. - I.R.T. ont été distribués aux vulgarisateurs.

Les moyens nécessaires aux vulgarisateurs pour accomplir leur travail dans de bonnes conditions (véhicules, locaux, logement etc...) ont été étudiés et en grande partie satisfaites. Il est ainsi que tous les vulgarisateurs disposent d'un véhicule. Les logements disponibles ont été mis à leur disposition tandis qu'un programme de construction est en cours d'exécution et permettra de loger tous les vulgarisateurs.

III. 3.3.1 - Les parcelles de démonstration -

Pour aider les vulgarisateurs à accomplir leur tâche de conviction des agriculteurs de l'utilité des techniques agricoles modernes pour l'économie de l'eau, de la main d'œuvre, pour l'augmentation de la production etc..., et afin de disposer de données pratiques sur les principales cultures des périmètres irrigués, l'Office a introduit depuis 1973 les parcelles de démonstration.

Ces parcelles sont établies chez les agriculteurs à raison de 1/50 ha environ, leur superficie varie entre 0,5 - 1 ha. Les agriculteurs reçoivent gratuitement tous les moyens de production à l'exception de l'eau d'irrigation et de la main d'œuvre mais s'engagent à suivre les conseils des techniciens, à autoriser la visite de leur parcelle par d'autres agriculteurs à donner tous les renseignements nécessaires à l'exploitation des résultats de ces parcelles.

Ni l'agriculteur, ni la parcelle ne sont choisis au hasard mais selon des critères bien définis qui permettent à cette opération le maximum de chances de succès.

L'évolution de ces parcelles en nombre a été la suivante :

REGIONS	1973	1974	1975
BASSE VOLTA (D. 10)	30	40	50
I. I. T.	26	31	100

L'établissement des parcelles de réstructuration en collaboration avec les agriculteurs, ainsi que les visites conjointes de ces parcelles, par les agronomes villageois ont permis de mieux les convaincre du changement nécessaire de leurs méthodes traditionnelles afin d'augmenter l'eau et le rendement (billion) et de produire plus (utilisation rationnelle des engrais, traitement des maladies).

L'établissement d'une "école d'exploitation" a permis en plus d'habituer l'agriculteur à tenir une comptabilité, de démontrer aux agriculteurs les bénéfices qu'ils peuvent tirer du respect de normes techniques.

La durée minimale de 3 ans de ces parcelles chez l'agriculteur permet de l'orienter vers un objectif adéquat et d'introduire la culture de nouvelles variétés de variétés.

III.2.3.3 - Les projets de Coopération Agricole

Pour pallier à l'insuffisance des moyens matériels et humains et afin de donner une impulsion nouvelle à l'intensification de la mise en valeur dans certaines zones l'O.M.V.A. a proposé au gouvernement des projets de collaboration à conclure avec des pays étrangers. Trois projets ont été conclus et sont actuellement opérationnels. Ce sont :

III. 2.3.2.1 - Le projet Taisno-Belge -

Ce projet introduit 5000 ha irrigués situés dans la basse Vallée de la Meuse, qui seront pris en charge à raison de 1000 ha par an. La durée du projet est de 7 ans. Les agriculteurs de ces zones recevront une aide matérielle sous forme de subvention sur terrain plat et une aide en matériel agricole pour le projet. Il seront encouragés à la fin du projet - étant un objectif - Les moyens financiers nécessaires et matériels pour quelques agriculteurs innovateurs qui leur permettront de développer leur production par leur propres moyens.

Ce projet a démarré au milieu de l'année 1974. Sur les 1000 ha pris en charge, 30 ha à vocation arboricole ont été plantés. Le reste qui a une vocation maraîchère et fourragère a fait l'objet d'actions de vulgarisation, adaptées à celle en cours prise dans les autres périodes.

III. 2.3.2.2 - Le projet Taisno-Canadien -

Tous les projets de vulgarisation se proposent d'atteindre les mêmes objectifs que ceux du projet Taisno-Belge et utilisant les mêmes moyens.

Le projet Taisno-Canadien introduit 4000 ha situés dans le Haut-Rhin, sa durée est de 6 ans.

Ce projet a démarré au milieu de l'année 1974 pris en charge 800 ha en 1974 et compte en prendre 1000 ha en 1975. L'équipe Canadienne a commencé par analyser la situation des périodes lors de leur prise en charge et compte encourager son action à partir de la campagne d'été 1975.

III. 2.3.2.3 - Le projet Taisno-Roumain -

Ce projet contribuera à la mise en valeur de 3200 ha situés dans le Gouvernement de Sidi Bouaidj. Sa durée est de 5 ans.

Ce projet a commencé au milieu de l'année 1974 pris en charge 1000 ha. Après analyse de la situation des périodes l'équipe DAC a programmé la campagne d'été 1975 en tenant compte du budget économique.

III. 2.4 - Le Crédit Agricole -

Le crédit est un facteur important. Il permet aux plus démunis de disposer des moyens adéquats à la mise en valeur de leurs terres.

Les agriculteurs et les artisans bénéficient par l'intermédiaire de nos services de crédit :

- Le Crédit en nature
- Le Crédit FSA.

III. 2.4.1 - Le Crédit Agricole -

C'est un crédit à court terme. Les agriculteurs reçoivent ce crédit de chaque organisme agricole leur besoin en semences, engrais, produits de traitement et petit matériel, payent 10 % de la valeur des produits ou services et le reste au fin de campagne, sans intérêt. Tout en débarrassant les petits agriculteurs de leur souci d'approvisionnement à la veille de chaque campagne agricole, cette opération a facilité le contact et le dialogue entre les agriculteurs et les vulgarisateurs et servi de support à la vulgarisation.

Le tableau suivant résume l'évolution de cette opération depuis 1972.

II ANNEXE N° 10 : EVOLUTION DU CREDIT AGRICOLE (1972-75)

		Nombre d'agriculteurs touchés par l'opération	Crédit distribué (D)
Etc	1972	621	23.000
Hiver	1972/1973	1360	150.000
Etc	1973	3119	100.000
Hiver	1973/1974	5518	170.000
Etc	1974	5518	200.000
Hiver	1974/1975	5563	372.000
Etc	1975	11726	470.760
TOTAL :		-	1.531.500

Cette opération conduit avec une évolution remarquable, elle permet d'orienter les priorités vers les objectifs nationaux, de fournir aux agriculteurs les prêts adéquats, d'augmenter sensiblement la consommation d'intrants et des produits de traitement ainsi que de contribuer par la construction d'ouvrages et l'augmentation de la production.

III. 3.4.2 - Le Crédit FCBDA -

Les agriculteurs obtiennent avec les priorités irrigables contrôlées par l'O.N.V.V.A.-F.I.L. et ailleurs d'obtenir un crédit agricole à moyen ou à long terme : Matériel agricole, Cheptel, bâtiments d'exploitation etc... - passent généralement par le Crédit FCBDA. Cependant l'enquête technique ainsi que la présentation de la demande pour être agréées par la Commission Nationale du Crédit sont faites par les services de l'Office.

L'évolution de cette opération depuis 1973 est indiquée dans le tableau suivant :

II ANNEXE N° 11 : EVOLUTION DU CREDIT FCBDA (1973-1975)

NATURE DE CREDIT	1973 (D)	1974 (D)	1975 (D)	TOTAL
<u>CHEPTEL VIE</u> -				
- Bovins	63.616,0	33.454,0	79.000	166.635,6
- Ovins	-	-	5.000	
- Bête de trait	-	-	28.000	
<u>MATERIEL</u> -	-	2.112,0		2.112,0
<u>CHEPTEL MORT</u> -	-	40.685,6	56.000	
- Plant. Fruit.	-	-	74.000	166.635,6
- Brise vent	-	-	4.000	
T O T A L	63.616,0	76.581,6	213.000	380.197,6

L'évolution du crédit FCBDA semble pu être plus significative si certaines contraintes avaient été levées - Formule de cheptel, Barème, Certificats de Possession - L'expérience de ces dernières années a servi lors de l'élaboration des nouveaux textes d'encouragement à l'Agriculture qui - nous l'espérons - mettront fin à tous ces freins.

III. 2. 5 - La sélection variétale -

Dans le but d'augmenter le rendement des principales cultures de la Basse Vallée de la Medjerda - artichaut, tomate, pinon - par une mise au point des techniques culturales appropriées, de sélectionner des semences à haut rendement et de les vulgariser auprès des agriculteurs, et d'étudier les problèmes de fertilisation des terres irriguées par les engrais organiques, un convention a été signée entre la Tunisie et la Belgique en 1966 a permis la création d'une station expérimentale dans le périmètre irrigable de la Basse Vallée de la Medjerda.

Cette station a permis la mise au point de plusieurs résultats concernant la sélection variétale de l'artichaut et son adaptation aux conditions du périmètre irrigable de la Basse Vallée de la Medjerda, ce qui a permis à l'Etat de charger l'O.N.V.V.-S.P.I., de la réalisation du projet n°2 et n°3 du plan quadriennal 1973-76. Le projet n°2 a pour but de limiter l'importation des plants d'artichaut par la production de plants sains et vigoureux sélectionnés à partir de plantations contrôlées par les techniciens de la station expérimentale. Le projet n°3 a pour but l'amélioration variétale et phytosanitaire de ces plantations.

Le même programme concernant la sélection variétale de la tomate et du pinon a permis soit de préciser les données sur les variétés connues (casatella) soit d'introduire des nouvelles variétés (ventura) et de mettre au point leur techniques culturales.

L'ensemble des résultats obtenus est vulgarisé au près des agriculteurs par les cadres techniques mentionnés plus haut.

III. 2.6. Les moyens financiers -

Pour accomplir sa mission de mise en valeur ainsi que l'exploitation et l'entretien du réseau d'irrigation l'O.N.V.V.-S.P.I. dispose de moyens financiers ayant pour origine la vente ou la location de terres. Par ailleurs l'Office reçoit une subvention pour équilibrer le résultat de la gestion du réseau d'irrigation.

L'évolution de ce budget entre 1972 et 1975 est résumée dans le tableau suivant :

II ANNEXE N° 12 : MONTANT DE PONTONNAGE EN
DE L'OPERA-TION (1972-1975)

-/-

ANNEE	AFFECTATIONS	DEPENSES	RECETTES	BENEFICIAIRE
	Mise en Valeur	278,123	324,548	
(1)	Exploitation :			
1972	- Tunis (B.V.M) *	245,013	292,529	
	- Jendouba	5,756	2,116	
	- Kasserine	28,257	3,043	-
	- Kairouan	1,984	113	
	TOTAL 1972	554,140	589,435	-
	Mise en Valeur	351,413	345,835	20,000
(1)	Exploitation :			
1973	- Tunis (B.V.M) *	249,545	245,824	-
	- Jendouba	28,733	5,823	31,500
	- Kasserine	79,138	7,124	72,000
	- Kairouan	75,904	14,704	35,700
	TOTAL 1973	600,737	557,490	230,000
	Mise en Valeur	468,838	507,000	1,000
(1)	Exploitation :			
1974	- Tunis (B.V.M) *	454,425	225,900	-
	- Jendouba	35,245	7,184	28,000
	- Kasserine	112,930	18,242	50,000
	- Kairouan	113,315	21,912	103,200
	TOTAL 1974	1,164,815	609,778	230,000
	- Mise en Valeur	473,000	421,800	551,500
(2)	Exploitation :			
1975	- Tunis (B.V.M) *	397,000	387,000	10,000
	- Jendouba	51,548	15,000	35,548
	- Kasserine	174,825	51,120	115,705
	- Kairouan	172,891	35,744	137,107
	TOTAL 1975	1,235,264	919,264	350,000
	TOTAL GENERAL	3,608,965	2,904,027	810,000

- (1) Dépenses et recettes réelles
(2) Prvisions
(*) B.V.M - Banque Vallée de la Méditerranée.

Il ressort de ce tableau que le déséquilibre apparait depuis 1973 entre les dépenses et les recettes des CE à l'exploitation de réseaux d'irrigation en particulier dans les périmètres irrigués de centre. En effet l'Etat est venu à un prix symbolique de 4 Millions/ha qui ne couvre pas les charges fixes. Par ailleurs le taux d'occupation de ces et les doses d'irrigation à l'hectare devraient encore diminuer dans certaines zones.

Il s'agit en effet d'une des raisons de la phase de démarrage des périmètres irrigués, au cours de laquelle il y a lieu d'encourager les agriculteurs à pratiquer l'agriculture irriguée et à les aider à se "transformer" d'agriculteurs pasteurs en agriculteurs irrigués. Ce prix symbolique est de nature à encourager l'utilisation de l'eau nécessaire à l'obtention de rendements intéressants.

III. 3 - Les résultats obtenus -

La mise en oeuvre de tous les moyens considérés précédemment a permis l'obtention de résultats remarquables (volume d'eau utilisé) économiques (Productifs).

III.3.1 - La consommation d'eau d'irrigation

Grâce à l'utilisation conjuguée des moyens mis en oeuvre par l'Office, la consommation d'eau d'irrigation a connu ces dernières années une évolution constante due d'une part à une augmentation du volume d'eau à l'hectare et à l'entretien des superficies irriguées d'autre part. Il faut signaler par ailleurs que l'entretien du réseau de drainage et d'assainissement pour lequel l'Office a consenti 100.000 F. en 1971 a largement contribué à stimuler la consommation d'eau. Les années à venir verront une augmentation plus sensible du volume d'eau distribué aux agriculteurs grâce au démarrage entre autres du projet BIRD qui permettra la remise en état du réseau d'irrigation et de drainage, la plantation des brises vent sur 3000 ha et de 350 ha d'arboriculture, l'achat de 900 génisses, la construction d'étables pour 1370 bêtes et le renforcement des services de la vulgarisation agricole.

Le tableau suivant résume l'évolution du volume d'eau distribué par année depuis 1971.

Il ressort de ce tableau que le déséquilibre apparait depuis 1973 entre les dépenses et les recettes des CE à l'exploitation de réseaux d'irrigation en particulier dans les périmètres irrigués de centre. En effet l'Etat est venu à un prix symbolique de 4 Millions/ha qui ne couvre pas les charges fixes. Par ailleurs le taux d'occupation de ces et les doses d'irrigation à l'hectare devraient encore diminuer dans certaines zones.

Il s'agit en effet d'une des raisons de la phase de démarrage des périmètres irrigués, au cours de laquelle il y a lieu d'encourager les agriculteurs à pratiquer l'agriculture irriguée et à les aider à se "transformer" d'agriculteurs pasteurs en agriculteurs irrigués. Ce prix symbolique est de nature à encourager l'utilisation de l'eau nécessaire à l'obtention de rendements intéressants.

III. 3 - Les résultats obtenus -

La mise en oeuvre de tous les moyens considérés précédemment a permis l'obtention de résultats remarquables (volume d'eau utilisé) économiques (Productifs).

III.3.1 - La consommation d'eau d'irrigation

Grâce à l'utilisation conjuguée des moyens mis en oeuvre par l'Office, la consommation d'eau d'irrigation a connu ces dernières années une évolution constante due d'une part à une augmentation du volume d'eau à l'hectare et à l'entretien des superficies irriguées d'autre part. Il faut signaler par ailleurs que l'entretien du réseau de drainage et d'assainissement pour lequel l'Office a consenti 100.000 F. en 1971 a largement contribué à stimuler la consommation d'eau. Les années à venir verront une augmentation plus sensible du volume d'eau distribué aux agriculteurs grâce au démarrage entre autres du projet BIRD qui permettra la remise en état du réseau d'irrigation et de drainage, la plantation des brises vent sur 3000 ha et de 350 ha d'arboriculture, l'achat de 900 génisses, la construction d'étables pour 1370 bêtes et le renforcement des services de la vulgarisation agricole.

Le tableau suivant résume l'évolution du volume d'eau distribué par année depuis 1971.

Tableau III.14 : Evolution des superficies (en milliers d'hectares)

CULTURE	Superficie (en milliers d'hectares)			
	1972	1973	1974	1975
Maïs (total)	55,0	52,7	48,7	55,0
Mais doux	-	2,4	2,4	8,2
Mais dur ou maïs mouliné	-	7,3	2,3	11,2
Jambon	-	1,5	2,3	3,5
TOTAL	55,0	61,9	53,7	78,1

III.3.2 - La Exploitation

Le but ultime de toutes les actions menées par l'Office est d'augmenter et de diversifier la production, afin de jouer le rôle économique de la rivière. Cette production sera destinée à satisfaire soit la consommation intérieure (fruit, légumes, fourrages) soit l'exportation (café, cacao, arachides, Poivre de terre) soit les usages de transformation.

Le tableau n°14 présente l'évolution des superficies en culture de maïs doux, maïs dur et fourrages ainsi que leur production et sa valeur entre 1972 et 1975 et les objectifs de plan quinquennal (1971-1975) pour l'année 1976 relative aux mêmes cultures.

Le détail de l'évaluation présentée dans le tableau n°14 se trouve dans les tableaux n°15, 16, 17, 18, 19 et 20 annexés au présent rapport.

Depuis lors cette étude qui se concentre que sur les cultures maraichères, céréalières et fourragères ne reflète pas la production totale des plantes utiles irriguées qui comprend en plus l'arboriculture. La viande et la lait dont l'étude est en cours et fera l'objet d'un rapport qui sera annexé au présent.

**ANNUAIRE N° 14 : TABLE GÉNÉRALE DE QUANTITÉ ET DE VALEUR DES PRODUITS AGRICOLES
DE LA RÉGION DE LA HAUTE-LOIRE**
TABLEAU EN KILOGRAMMES

CULTURE	1972			1973			1974			1975			Produit en t. (P)
	B.	P.	V.	B.	P.	V.	B.	P.	V.	B.	P.	V.	
MARCHÉS	5547	10632	1305070	6959	9683	1343497	8053	11775	1442545	11366	141462	192399	100796
CHEVALERIE	5393	5531	1228473	6823	6557	141316	5832	6211	139266	7046	5997	146355	8056
BOUCHERIE	3240	4246	132480	6583	5030	145700	4303	7963	155765	6279	8619	13268	217875
TOTAL	14580	30862	1264366	16265	15779	1411151	12106	19730	1523480	20225	25709	1675164	366301

B : - Superficie en hectare
P : - Production en tonnes
V : - Valeur en Dinars.

La culture maraichère est la seule qui a une valeur de la fin de plan quinquennal, la situation des cultures dans les entreprises publiques irriguées devant se développer de 1975, au niveau de :

1 - Les cultures maraichères : Les superficies affectées aux cultures maraichères ont augmenté de plus de 50% au début 1975. Cette évolution a permis de dépasser l'objectif du plan quinquennal 1975, fixé pour 1975 à 10.500 ha. Ces superficies doivent continuer à se développer jusqu'à 11.500 ha en 1975.

La valeur de la production des cultures maraichères correspond actuellement à plus de 25% de celle de l'ensemble des cultures. C'est ainsi que pour les deux premières années du plan quinquennal pour une production estimée à 9,4 milliards de dinars, 2 milliards de dinars proviennent des cultures maraichères soit 21%.

2 - Les cultures irriguées : Après une légère diminution en 1973 de 170 ha par rapport à 1972, les superficies affectées au secteur ont augmenté sensiblement pour atteindre une superficie de 5000 ha environ en 1975, contrairement aux prévisions du plan qui ne prévoient que 3550 ha en 1975.

3 - Les cultures fourragères : Après un bon démarrage au début du plan quinquennal l'augmentation des superficies affectées aux cultures fourragères n'a pas été élevée en 1974 (200 ha) du fait en particulier de la pénurie du cheptel et des problèmes de crédit rural qui n'ont pas encouragé les agriculteurs à investir dans les fourrages. Mais l'année 1975 verra un développement de ces cultures grâce aux importations de cheptel étranger et à l'adoption de nouvelles tentes d'enclosures à l'agriculture.

La valeur de la production fourragère correspond à 15% de l'ensemble des cultures des entreprises publiques irriguées. C'est ainsi que pour les deux premières années du plan pour une production estimée à 9,4 milliards de dinars, un million de dinars provient des cultures fourragères soit 11%.

4 - l'habitat : nous n'avons pas inclus l'habitat dans notre étude car elle n'a pas connu de développement important ces dernières années dans les périodes postérieures à la guerre civile. Cependant après l'accord conclu entre le Ministère de l'Agriculture et la S.S.F. et qui permet aux attributaires de lots de réformer certains d'entre eux au profit long terme en ayant un certificat de possession seulement, 81 ha ont été plantés en 1974 dans la basse vallée de la Médjerda et 761 ha sont prévues pour 1975.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉFÉRENCE

17 ans après sa création, l'Office de la Ré-
f-rence de la Vallée de la Louisa a réalisé en grande partie
les objectifs qui lui étaient assignés au départ à savoir : l'équi-
pement et l'irrigation de 3.537 ha non irrigués, l'applica-
tion de la réforme agraire, la mise en valeur et l'exploitation
de réserves d'irrigation.

C'est ainsi que 25.000 ha furent équipés à la
fin de 1973 soit plus de 75 % du projet minimal (33.537 ha) dont
l'équipement est prévu pour 1975. Parallèlement à l'équipement en
réf-rence d'irrigation et d'assainissement et afin de faciliter
l'installation des agriculteurs, des logements sociaux et des
écoles ont été mis à leur disposition. Des centres ruraux com-
prenant : salles de réunion, bureaux, bâtiments scolaires ont
été construits pour constituer des points de ralliement des agri-
culteurs et réduire l'exode rural. Un projet récent signé avec la
Banque mondiale va permettre l'électrification et l'acquisition
d'un matériel pour l'ensemble des bâtiments qui ne les possèdent
pas encore, ainsi que la construction d'autres logements et d'au-
tres centres ruraux.

L'équipement foncier et l'application de la
réforme agraire ont permis la création de plus de 1500 lots dans
les zones complètement équipées. Ces lots de réforme agraire dont
la superficie varie entre 4 - 10 ha ont tous été distribués à des
petits agriculteurs.

Par ailleurs grâce à une utilisation ration-
nelle des moyens humains et matériels dont il dispose, l'ONVRA-
SA a pu atteindre dans les périmètres publics irrigués dont il
a la charge les taux d'occupation du sol prévus par les provisions
du plan quadriennal 1973-1976 (25533 ha irrigués en 1973 contre
23147 privés par le plan en 1976). Ainsi nous avons pu intéresser
l'agriculteur souvent novice dans la pratique des cultures irri-
guées et dans l'irrigation, à mettre en culture la majeure partie
de son sol. C'est un grand acquis et l'on pense surtout que les
agriculteurs des périmètres publics irrigués du centre et du Sud
sont avant des anciens pasteurs et que le plus ancien de ces
périmètres a été pris en charge par l'Office en 1971. Grâce à cet
effort la valeur de la production des cultures annuelles est pas-
sée de 2,5 millions de dinars en 1972 à 5,7 millions de dinars
en 1974 soit une augmentation de plus de 100 % (au prix de 1972)

et sans compter la valorisation issue de cette production comme la viande. Les fourrages par le bétail laitière et d'engrais, les produits industriels et la production de viande, de lait et de beurre qui peuvent en découler.

Cependant après avoir atteint ce premier objectif l'O.N.V.S.-S.F.I. doit continuer son effort de recrutement des cadres techniques pour maintenir et renforcer l'encadrement des agriculteurs et atteindre le objectif de la vulgarisation par les agriculteurs, il doit poursuivre ses programmes de coopération et d'information pour parfaire la formation des techniciens. L'augmentation du nombre des cadres techniques et de leur qualité doit permettre de mieux renforcer la vulgarisation agricole et de la rendre plus efficace et plus crédible auprès des agriculteurs afin qu'ils acceptent les méthodes modernes de la technique et de la gestion agricole et augmentent leurs rendements sans aboutir à la fatigue et la dégradation de leur terre.

L'approvisionnement des agriculteurs en semences, engrais, produits de traitement et petit matériel par le biais de l'opération crédit en nature a permis aux petits agriculteurs leur accès à la veille de chaque campagne et permis d'introduire l'utilisation des engrais et des semences sélectionnées dans l'ensemble des zones contrôlées par l'Office ; cependant il est rendu aussi facile l'obtention du crédit à court et moyen termes pour permettre le respect des vocations des terres par les agriculteurs. Un effort tout particulier doit être porté au développement des fourrages et de l'arboriculture pendant les années à venir.

Tous les efforts fournis par l'Office pour inciter les agriculteurs à produire mieux et plus seraient vains si les problèmes d'écoulement qui pèsent sur leur production n'étaient pas résolus. C'est pourquoi parallèlement à la vulgarisation des techniques et à l'approvisionnement des agriculteurs en intrants l'O.N.V.S.-S.F.I. n'a pas négligé la commercialisation des produits agricoles comme facteur nécessaire au renforcement des liens entre le vulgarisateur et l'agriculteur et à la conviction mutuelle des agriculteurs que mieux et plus ils produisent plus ils augmentent leurs revenus. Le plus l'amélioration de la production des produits agricoles ira en qualité et quantité permettra à notre pays de s'imposer dans les marchés extérieurs et la concurrence entre pays producteurs est importante.

C'est ainsi qu'une étude de solutions de courtage collectifs et de commercialisation des produits des périmètres publics irrigués sous contrôle de l'O.N.V.A. - I.S.E. a été réalisée en 1971 et que son application a eue lieu dans le périmètre irrigué n° 1 de la Bassa Vallée de la Méditerranée. Une Division a été créée pour étudier la commercialisation et les autres aspects de l'O.N.V.A. Par une évaluation régulière de la production, une étude plus approfondie des circuits de commercialisation à l'intérieur du pays et vers l'étranger de cette production ainsi que de son emploi possible, cette Division doit intervenir une à une les besoins d'investissement et assurer à l'agriculteur l'écoulement de ses produits.

L'Office ne peut réaliser ses objectifs que s'il a en face de lui des agriculteurs conscients et conscients de leur rôle c'est pourquoi la situation des coopératives de services est en cours d'amélioration avec l'aide des autorités et que les plus vieilles ont été aidées matériellement et financièrement pour leur permettre de jouer leur rôle convenablement. Il faut poursuivre à l'avenir l'effort pour que les agriculteurs prennent conscience des bénéfices qu'ils tirent de leur union. D'autres coopératives de services doivent être créées. Mais sans attendre cela, l'Office doit renforcer son activité commerciale en mettant en place les moyens humains et matériels nécessaires non pas dans un but lucratif mais pour combler un vide momentané. Il aura ainsi réalisé son objectif d'assister l'agriculteur avant la production (approvisionnement), pendant (valorisation) et après (commercialisation) et jouer le rôle d'avant garde qui lui est dévolu.

ANNEX

PRODUCCIÓN 1975

CULTIVOS	Región Valle de La Guajana			Kaiyoma			Región Bouia			Total	
	S.	Rt.	P.	S.	Rt.	P.	S.	Rt.	P.	S.	P.
- CEREALÍFEROS											
Maíz de tierra	1500	15	20000	150	15	2400	506	15	4590	656	9990
Cañote	2090	20	40800	100	20	2000	132	20	2640	2262	45240
Plénet	450	10	4500	800	50	3000	347	10	3470	1097	10970
Quarbitocals	1000	13	13000	340	13	3900	172	13	2235	1472	19135
Artichau	2000	8	17600	-	-	-	-	-	-	2000	17600
Petit Pois	500	8	3000	450	7	430	470	7	3290	2940	15040
Péves	400	7	2800	-	-	-	-	-	-	-	-
Livoro	800	-	-	-	-	-	290	0	2900	-	-
TOTAL	7580	-	84500	1390	-	4730	1707	-	1874	10637	117975
- LEGUMINOSAS											
Orzo - Rio	6400	3	7200	500	3	1200	550	3	1580	3350	10080
Borcho	-	-	-	280	1,8	350	5	2	10	205	370
TOTAL	6400	-	7200	500	-	1550	555	-	1590	3555	10450
- FORRAJES											
Vevece - Avoine	2000	8	12000	400	5	2000	385	5	1925	2785	15925
Lunetas	2050	40	82000	120	40	4800	295	40	11600	2455	98600
Borcha	2040	30	61500	50	30	1500	-	-	-	2100	63000
Orzo en vert	1000	20	20000	350	20	700	325	30	2750	1675	30450
autres fourrages	200	35	700	130	50	6500	60	45	2700	350	9500
TOTAL	7300	-	75200	1050	-	15600	1065	-	2617	9415	217875
TOTAL GÉNÉRAL										23.517	345.301

S = Superficie en hectare

Rt = Rendement en Tonne/hectare

P = Production en tonne

CULTURES	Région Pyrénéenne			P. P. L.			Jus d'Alsace			TOTAL	
	S ₁ (1)	Bt ₁ (2)	P ₁ (3)	S ₂	Bt ₂	P ₂	S ₃	Bt ₃	P ₃	S ₄	P ₄
PRATIQUES											
Pomme de terre	1 240	1 10	12400	11	1 6	1 66	1 5	1 6	1 48	1 257	1 2536
Prunier	11500	117,0	115000	164	1 10	11540	1 90	1 10	1 100	1 1424	1 22850
Pisiot	1 250	1 7,0	13150	113	1 6	1 675	1 35	1 6	1 288	1 599	1 4116
Courgettes	11000	111,5	111000	91	1 12	11092	1 124	1 15	11054	1 1215	1 14576
Legumes	1 1600	1 5,2	11600	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 1400	1 6680
Patate douce	1 150	1 4,5	1 150	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 150	1 675
Avion	1 450	1 5,0	12475	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 450	1 2475
Divers	1 100	1 11	14100	57	1 7	1 399	1 5	1 4	1 15	1 452	1 4704
TOTAL	3310	-	34090	435	-	3857	201	-	2535	5947	60,512
PRATIQUES											
Vasec avoine	2000	1 2,5	15000	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 2000	1 5,000
Luzerne	1 700	130,0	121000	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 700	121,000
Bersin	1 500	130,0	115000	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 500	115,000
Orge en vert	1 40	102,0	1 800	-	1 -	1 -	1 -	1 -	1 -	1 40	1 800
TOTAL	3240	-	40400							3240	42,480
CHÈVRES											
Blé dur	2450		2450								
Blé tendre	310	1,1	341	1563	1,0	1563	-	-	-	5393	5,531
Secondaire	1070	1177									
TOTAL	3830	-	3068	1563	1,0	1563				5393	5,531
TOTAL GENERAL										14,580	108,523

- (1) S = Superficie en ha
- (2) Bt = Rendement en tonne/ha
- (3) P = Production en tonnes.

II ANEXO N° 17 - PROCESOS DE LOS AÑOS 1971 Y 1972

DESCRIPCIÓN	BASES 1971			BASES 1972			TOTAL			TOTAL		
	U.	Ms.	P.	U.	Ms.	P.	U.	Ms.	P.	U.	Ms.	P.
Producción	170	10,0	2700	13	0	70	10	0	0	10	0	0
Reposición	2230	17,0	37000	14	10	110	100	10	100	10	100	100
Mano	410	7,0	2970	200	10	2000	107	5	100	10	100	100
Mantenimiento	95	10,5	10000	307	14	2000	143	15	100	10	100	100
Artículo	1505	5,5	1000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artículo	205	4,0	900	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artículo	55	5,0	2075	205	0	100	275	3	20	1	10	10
Artículo - 111	-	-	-	13	0	100	73	7	100	2	100	100
Artículo	30	13,0	9270	60	10	100	70	11	100	17	100	100
Total	550	-	72200	905	-	10,00	1094	-	1000	240	-	1000
Producción	2770	0,0	2497,5	1007	1,0	1007,5	704	1,0	721,0	-	480,3	2007,5
Reposición	50	1,0	700	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mano	2740	3,0	8270	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mantenimiento	710	3,0	21000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artículo	640	30,0	10000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Artículo - 111	90	10,0	1000	-	-	-	500	10	5000	10	1000	10000
Mantenimiento	20	25,0	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	4000	-	51070	300	-	1000	300	-	1000	13	-	1000

TOTAL GENERAL

157.798

- S = Superficie en ha
- Ms = Mantenimiento T/ha
- P = Producción en T/ha

II ANNEXE N° 16: BILAN FONDS DE TRAVAIL EN 1963

CATEGORIE	MONTRE VALABLE			R. L. MOIS			Région IV			Région V			Région VI		
	Ca	Rt.	P.	Ca	Rt.	P.	Ca	Rt.	P.	Ca	Rt.	P.	Ca	Rt.	P.
INDUSTRIEL															
Fonds de terre	305	15	3.800	40	2	400	10	0,5	100	30	1,5	300	10	0,5	100
Immeuble	2297	9	40.000	12	0,6	2.100	15	0,7	2.100	15	0,7	2.100	15	0,7	2.100
Placards	716	7,5	13.700	10	0,5	1.700	5	0,2	700	7	0,3	1.000	5	0,2	700
Comptoir d'acier	1142	10,5	14.000	15	0,7	1.700	5	0,2	700	15	0,7	1.700	5	0,2	700
Matériel	1000	7	11.000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Petit matériel	136	4,5	5.120	0,5	0,02	100	0,5	0,02	100	0,5	0,02	100	0,5	0,02	100
Véhic	402	5,5	23.300	4	0,2	1.000	5	0,2	1.000	4	0,2	1.000	4	0,2	1.000
Chiffre - 611	153	9	13.770	17	0,8	2.100	10	0,5	1.200	17	0,8	2.100	10	0,5	1.200
Divers	34	15,5	40.000	10	0,5	1.000	10	0,5	1.000	10	0,5	1.000	10	0,5	1.000
T O T A L	7256	110	76.000	1192	58	14.100	746	37	7.900	953	48	10.000	1004	50	11.000
GENÉRAL															
Bât ordinaire	1000	1,0	1000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bât tendr. ordain.	100	1,7	110	5,0	0,3	1.000	5,0	0,3	1.000	1,0	0,05	100	1,2	0,06	120
Bât tendr. Haut Rt.	76	1,4	10.000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secondaire	723,9	1,5	10.000	178	1,0	20.400	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T O T A L	1503	-	4.077,7	178	1,0	20.400	5,0	0,3	1.000	1,0	0,05	100	1,2	0,06	120
POURAGER															
Vence - Avoine	2716	3,5	19.000	15	0,4	600	15	0,4	600	1	0,03	100	4	0,1	400
Lucerne	645	20	15.000	9	0,3	270	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bersin	550	35	20.000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Orge cr vert	400	22,0	2200	100	1,0	2000	421	4,2	4.200	20	0,2	200	20	0,2	200
Autres fourrages	101	27,0	1.270	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T O T A L	4144	-	60.270	224	-	2.100	436	-	4.200	20	0,2	200	20	0,2	200
TOTAL GENERAL															

S = Superficie en hectare
 Rt. = Rendement en tonne/ha
 P. = Production en Tonne

STATE OF TEXAS
COMMISSION ON ECONOMIC DEVELOPMENT
REPORT ON THE ECONOMIC DEVELOPMENT OF THE STATE
FOR THE YEAR 1974

Category	1973				1974			
	Actual	Target	Actual	Target	Actual	Target	Actual	Target
Manufacturing								
Food products	1,275	1,200	1,350	1,200	1,300	1,200	1,400	1,300
Textiles	1,100	1,000	1,150	1,000	1,200	1,100	1,300	1,200
Chemicals	1,500	1,400	1,600	1,400	1,700	1,500	1,800	1,600
Electronics	1,800	1,700	1,900	1,700	2,000	1,800	2,100	1,900
Other	1,200	1,100	1,300	1,100	1,400	1,200	1,500	1,300
Total	6,875	6,400	7,300	6,400	7,600	6,800	8,100	7,300
Service								
Wholesale trade	1,000	950	1,050	950	1,100	1,000	1,150	1,050
Retail trade	1,200	1,100	1,300	1,100	1,400	1,200	1,500	1,300
Finance	1,500	1,400	1,600	1,400	1,700	1,500	1,800	1,600
Other	1,300	1,200	1,400	1,200	1,500	1,300	1,600	1,400
Total	5,000	4,650	5,350	4,650	5,700	5,000	6,050	5,350
Government								
Federal	1,500	1,400	1,600	1,400	1,700	1,500	1,800	1,600
State	1,200	1,100	1,300	1,100	1,400	1,200	1,500	1,300
Local	1,000	900	1,100	900	1,200	1,000	1,300	1,100
Total	3,700	3,400	3,900	3,400	4,300	3,700	4,600	3,900
Total State	15,575	14,450	16,550	14,450	17,600	16,500	18,750	17,550

The data presented in this report are for information purposes only and do not constitute a recommendation of any specific action. The Commission on Economic Development is a non-profit organization established by the State of Texas to study and report on the economic development of the state.

FIN

49

VUES